



## **Etude d'impact agricole**

### **Extension Zone d'Activité Grange Venin à Saint Laurent du Pont**

*Communauté de communes Cœur de  
Chartreuse  
Pôle tertiaire  
ZI Chartreuse – Guiers  
38380 ENTRE-DEUX-GUIERS*

Dossier réalisé par : **Carole BRUNET**

Le : **11/01/22**

- ☐ 06 89 95 35 39
- ☐ [carole.brunet@isere.chambagri.fr](mailto:carole.brunet@isere.chambagri.fr)
- ☐ Chambre d'Agriculture de l'Isère  
40 av Marcelin Berthelot  
CS92608  
38036 GRENOBLE Cedex 2  
[www.isere.chambres-agriculture.fr](http://www.isere.chambres-agriculture.fr)



# Table des matières

1	Contexte de l'étude .....	3
1.1	Le projet de la communauté de communes .....	3
1.2	La mission confiée à la Chambre d'Agriculture .....	3
2	Méthodologie pour l'analyse de l'impact agricole.....	4
2.1	Réalisation d'enquêtes auprès des exploitations.....	4
2.2	Organisation et animation d'une restitution .....	4
3	Analyse des impacts du projet d'aménagement.....	5
3.1	Les exploitations concernées.....	5
3.1.1	Les îlots agricoles touchés par le projet d'aménagement .....	9
3.1.2	Origine et rayonnement des exploitations impactées.....	11
3.2	L'utilisation agricole du secteur d'étude .....	12
3.3	Impacts indirects.....	13
3.3.1	Accès aux parcelles.....	13
3.3.2	Risque d'îlot délaissé .....	14
3.4	Suggestions d'améliorations.....	15
4	Indemnités d'éviction.....	16
4.1	Le protocole d'indemnisation en vigueur .....	16
4.2	Montant des indemnités d'éviction individuelles.....	18
	Conclusion .....	20

# 1 Contexte de l'étude

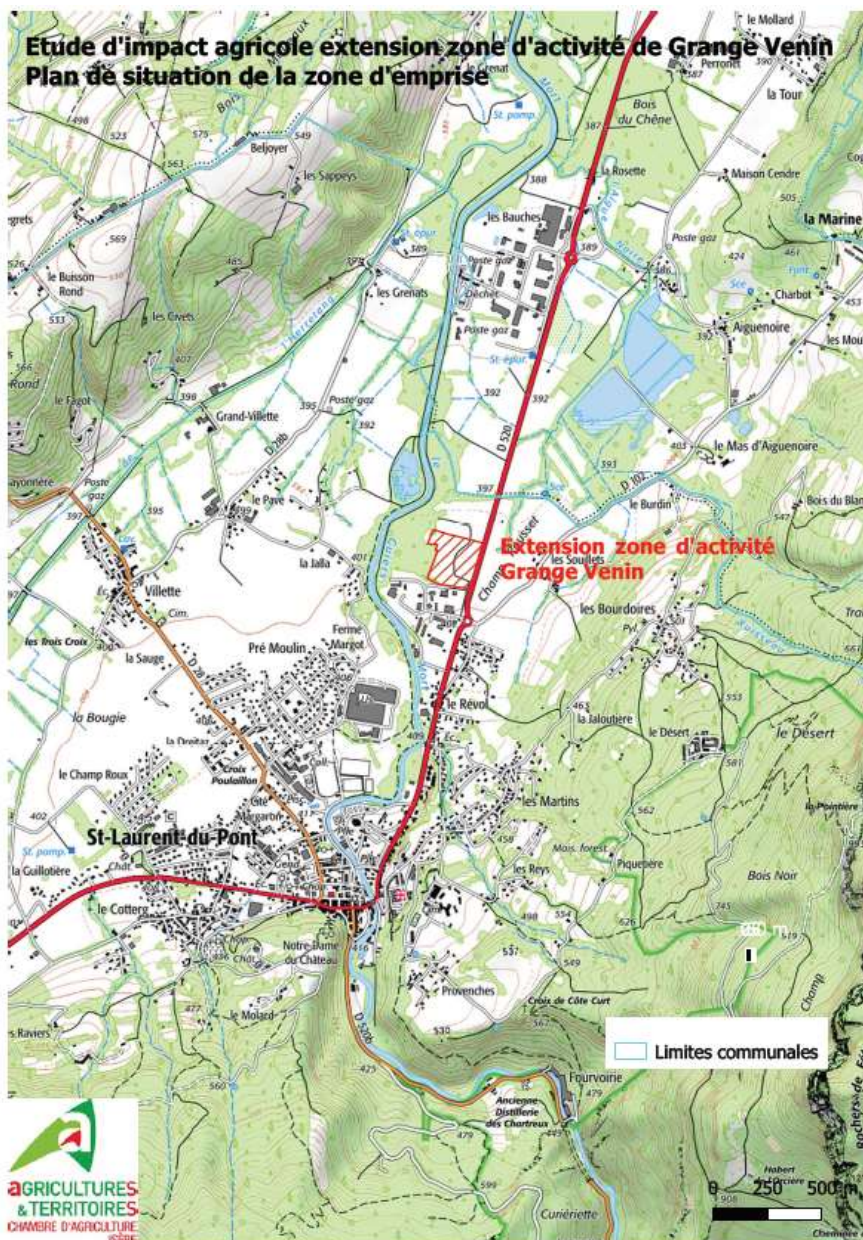
## 1.1 Le projet de la communauté de communes

La Communauté de communes Cœur de Chartreuse projette l'extension de la zone d'activité de Grange Venin située sur la commune de St Laurent du Pont.

Cette zone d'activités économiques, située sur la partie nord de la commune, entre le Guiers à l'ouest et la RD520 à l'est, est inscrite comme zone de future urbanisation (1AUe) au PLUi-h valant SCoT en vigueur depuis le 19 décembre 2019.

Ce projet consiste à aménager 4,7 hectares en extension du tissu économique existant déjà. Ces terrains font actuellement l'objet d'une occupation agricole dont une partie déclarée à la PAC au titre de la dernière campagne.

Carte 1 : Plan de situation de la zone d'emprise



## 1.2 La mission confiée à la Chambre d'Agriculture

Afin de faire aboutir ce projet d'aménagement dans les meilleures conditions, la Communauté de communes Cœur de Chartreuse a confié à la Chambre d'Agriculture la réalisation d'une étude d'impact agricole.

Les éléments analysés sont les suivants :

Cette étude comprend :

**1. Un diagnostic agricole sur la zone d'emprise** avec pour objectif

**l'analyse des impacts individuels** sur chaque exploitation agricole, les futures difficultés d'accès agricoles engendrés par l'aménagement sur les parcelles coupées par l'aménagement, les impacts sur les éventuels bâtiments et équipements agricoles, la création d'éventuels délaissés (parcelles de petite taille, défaut d'accès) et les effets de coupure (morcellement du parcellaire ou défaut d'accès au siège) ;

2. Le **montant des indemnités d'éviction** dues aux exploitants agricoles à défaut de compensations foncières calculées selon le protocole régional en vigueur ;
3. Des **suggestions sur des dispositions à prendre** afin de limiter ou de compenser les préjudices tels que des propositions d'aménagements fonciers et d'amélioration du projet d'aménagement proposé pour améliorer les cheminements agricoles (amélioration de l'existant, proposition de voies alternatives, création de passages supérieurs ou inférieurs...).

A noter que cette étude a pour objectif d'apporter des éléments précis sur les impacts du projet tel qu'il est connu à ce jour, mais qu'elle ne présume en rien de l'avis ou des remarques que la Chambre d'Agriculture pourra émettre sur le projet.

## 2 Méthodologie pour l'analyse de l'impact agricole

### 2.1 Réalisation d'enquêtes auprès des exploitations

6 exploitations agricoles sont directement impactées par le projet d'aménagement et ont été enquêtées individuellement (rencontres ou entretiens téléphoniques).

### 2.2 Organisation et animation d'une restitution

La Chambre d'Agriculture organisera en partenariat avec la Communauté de communes une réunion de restitution des résultats de l'étude d'impact au premier trimestre 2022 destinée aux agriculteurs concernés par l'aménagement. L'objectif de cette réunion est de présenter les impacts du projet sur l'agriculture du secteur et d'échanger sur les éventuels aménagements à mettre en œuvre pour limiter l'impact du projet.



### 3 Analyse des impacts du projet d'aménagement

#### 3.1 Les exploitations concernées

6 exploitations sont impactées par le projet d'aménagement ; leurs caractéristiques sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Nom de l'exploitation	DEBELLE D'AVIGNERE DENIS	GAEC DE LA CREUSE	GAEC LE BALCON DE CHARTREUSE	GUILLAT JEAN-CLAUDE	MOLLIN JEAN-PAUL	PELLEGRINI SEBASTIEN
Caractéristiques de l'exploitation	Double activité	Agriculteur à titre principal	Agriculteur à titre principal	Agriculteur à titre principal	Double actif	Agriculteur à titre principal	Agriculteur à titre principal
	Commune du siège	Saint Christophe sur Guiers	St Joseph de Rivière	Saint Laurent du Pont	Saint Laurent du Pont	Entre Deux Guiers	Saint Christophe sur Guiers
	Production principale	Bovins viande	Bovins lait	Bovins viande et porcins	Bovins viande	Bovins viande	Bovins viande
	Surface totale de l'exploitation	90	150	80	7	45	110
	Stratégie d'activité	Filières	Filières	Transformation et vente directe	Filières	Filières	Diversifié
	Age de l'exploitant	56 ans	47 et 51 ans	57 et 31 ans	61 ans	61 ans	43 ans
	Projet de transmission / développement	Association avec fils en GAEC au printemps 2022	Croisière	Croisière	Croisière	Cessation et transmission	Peut-être association en GAEC à moyen terme
Impact du projet d'aménagement	Nombre d'îlots impactés	1	2	2	2	1	1
	Type d'usage	Fauche et pâture	Céréales	Fauche	Fauche	Fauche et pâture	Fauche
	Mode de faire-valoir des parcelles	Location	Location	Location	Location	Location	Location
	Surface de l'emprise	1881 m <sup>2</sup>	8569 m <sup>2</sup>	6473 m <sup>2</sup>	21507 m <sup>2</sup>	4555 m <sup>2</sup>	2649 m <sup>2</sup>

**L'emprise totale sur le foncier agricole est estimée à 45634 m<sup>2</sup> ou 4,56 ha.**



Deux exploitations sur 6 ont leur siège sur la commune de St Laurent du Pont, les 4 autres exploitants ont leur siège dans une commune voisine.

Un exploitant (Mr GUILLAT Jean-Claude) a une double activité c'est-à-dire une activité professionnelle principale non agricole, l'activité agricole étant secondaire. Il s'agit d'une petite structure qui lui permet de dégager un revenu complémentaire. Dans les 5 autres exploitations, les agriculteurs sont exploitants à titre principal, dont 2 en forme sociétaire (2 GAEC à 2 associés). Dans les exploitations sous forme sociétaire, aucun des associés n'a d'activité en dehors de l'activité agricole.

*Carte 2: Le parcellaire des exploitations agricoles*

Les 6 exploitations enquêtées sont en polyculture élevage, dont 4 en bovins viande (production de veaux), 1 en production bovins laitiers et 1 en production mixte porcins / bovins viande.

4 exploitations ont des stratégies de filière « longue », c'est-à-dire qu'elles vendent exclusivement leur production à des entreprises, des coopératives (laiterie pour le GAEC de la Creuse) ou des négociants en bestiaux (pour les exploitations en bovins viande). Il s'agit d'un mode plus traditionnel, où l'exploitation agricole produit mais ne s'investit pas ou peu sur l'aval de la production. Cette orientation peut rendre certaines structures sensibles aux fluctuations des cours des produits agricoles, mais permet aux exploitants de se concentrer sur la production uniquement.

Sébastien PELLEGRINI vend une partie de sa production en filière longue et une partie en directe sur son exploitation, avec la proposition de colis de viande qui permet de mieux valoriser la production que la vente d'animaux à des négociants, mais qui nécessite aussi beaucoup plus de travail aux exploitants qui pratique cette diversification. Le GAEC Balcon de Chartreuse commercialise sa production

exclusivement en transformation et vente directe notamment au travers de points de vente collectifs.

Aucune exploitation n'a engagé sa production dans une démarche qualité (certification ou labellisation type Agriculture Biologique).

L'âge moyen des exploitants est de 44 ans. 4 exploitations estiment être en régime stabilisé (ou régime de croisière), Mr MOLLIN Jean-Paul a pour projet la transmission de son exploitation au printemps 2022 et Mr DEBELLE D'AVIGNERE

Denis s'associera avec son fils en GAEC au printemps.

La moyenne des surfaces des exploitations enquêtées s'élève à 67 ha ce qui correspond à la taille d'une exploitation moyenne en Isère.

*Carte 3 : les systèmes de production des exploitations*





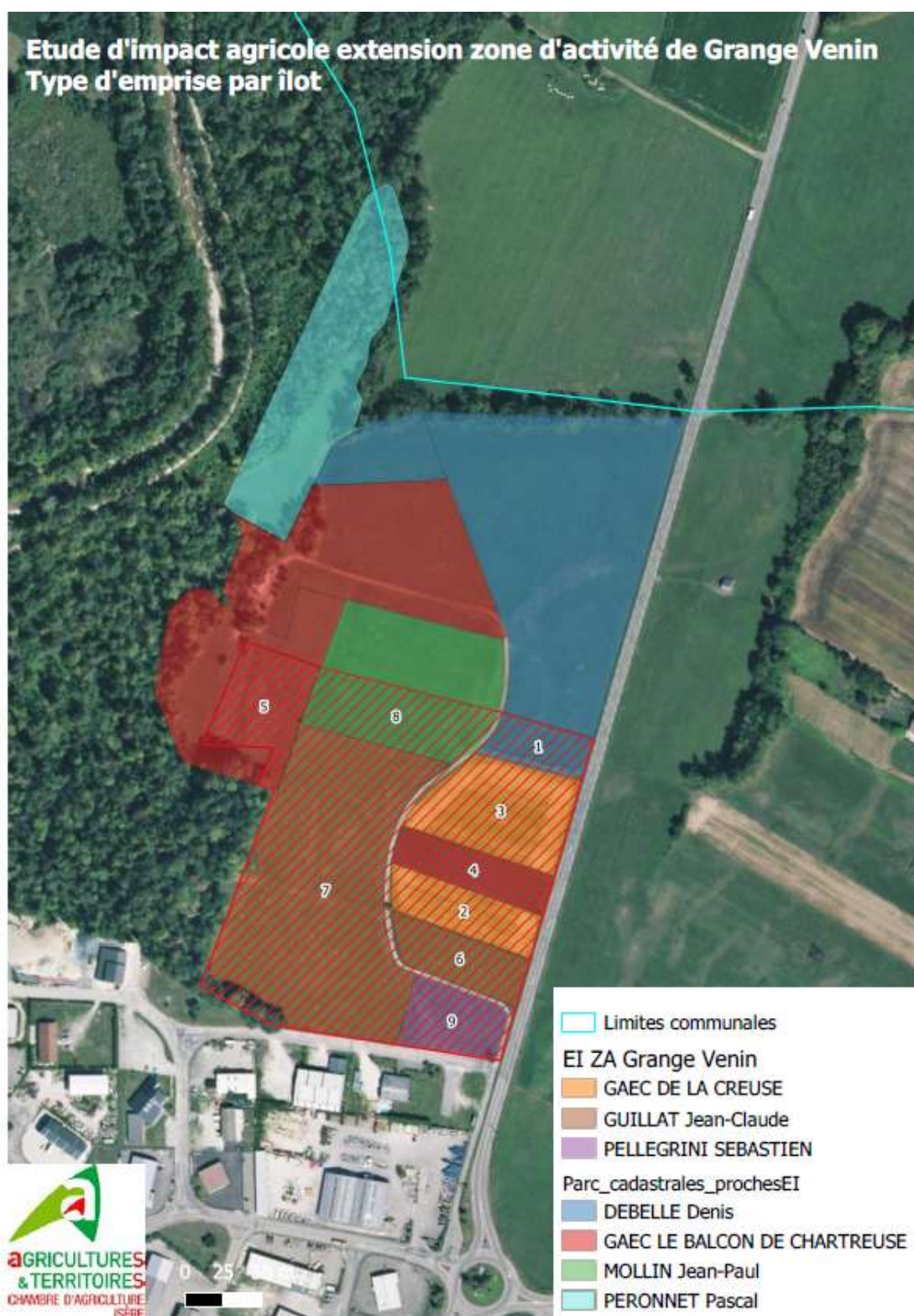
**Etude d'impact agricole extension zone d'activité de Grange Venin**  
**Régimes de fonctionnement des exploitations**



*carte 4 : les régies de fonctionnement des exploitations*



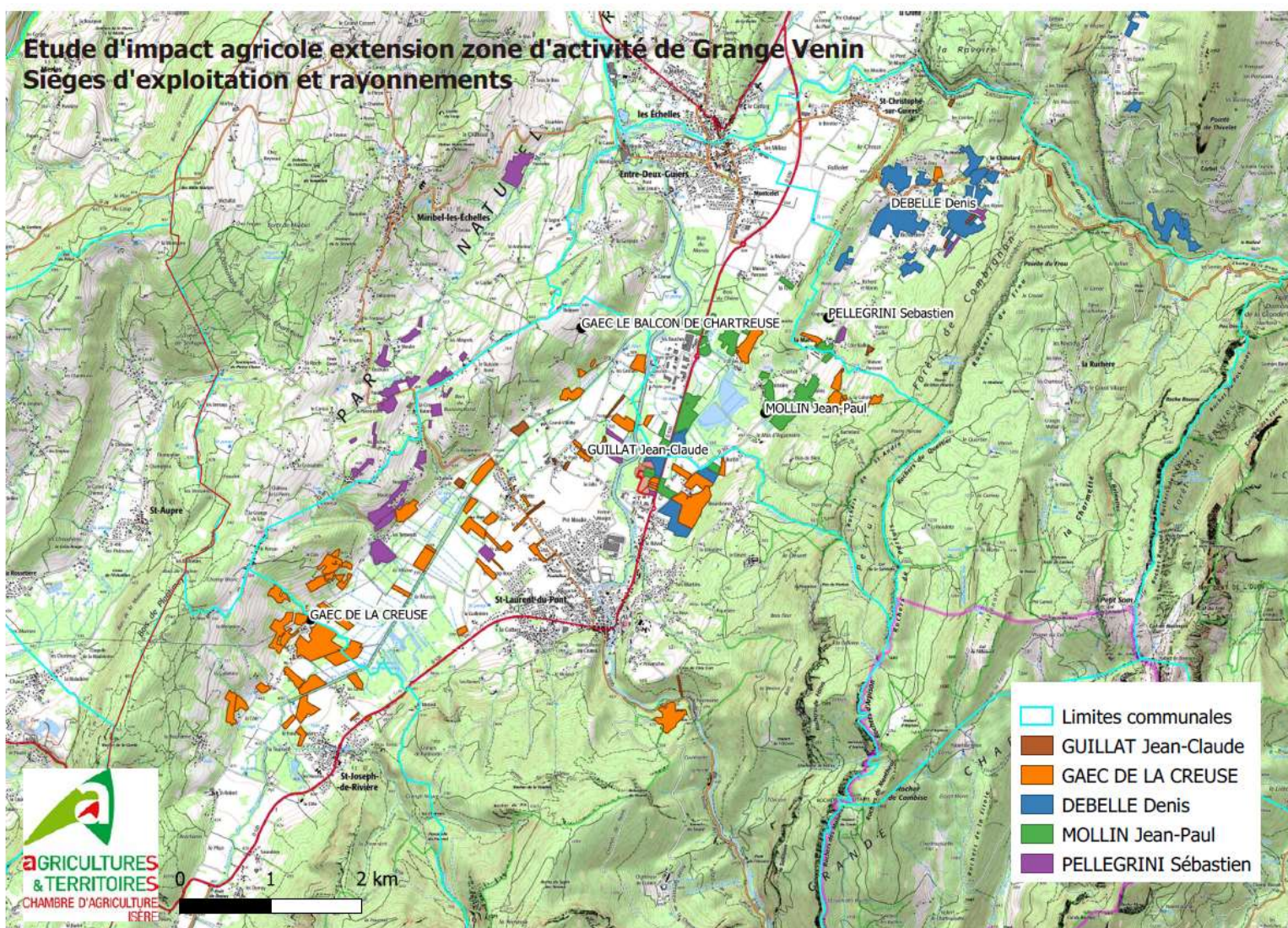
### 3.1.1 Les îlots agricoles touchés par le projet d'aménagement



Carte 6 : les îlots touchés par le projet d'aménagement

<i>N° de l'îlot</i>	<i>Déclaré à la PAC 2019</i>	<i>Type d'emprise</i>	<i>Création d'un îlot délaissé ou d'une problématique d'accès future</i>
1	oui	Emprise partielle (rétrécissement)	Non
2	oui	Emprise totale (suppression)	Non
3	oui	Emprise totale (suppression)	Non
4	non	Emprise totale (suppression)	Non
5	non	Emprise partielle (rétrécissement)	Risque de création d'un délaissé sur une partie de la parcelle enclavée entre la zone d'activité et la forêt Difficultés d'accès
6	non	Emprise totale (suppression)	Non
7	non	Emprise totale (suppression)	Non
8	oui	Emprise partielle (rétrécissement)	Difficultés d'accès
9	oui	Emprise totale (suppression)	Non





### 3.1.2 Origine et rayonnement des exploitations impactées

A l'exception de quelques îlots situés sur la commune de la Sure en Chartreuse et en Savoie, l'ensemble des îlots des exploitations agricoles impactées sont situés sur St Laurent du Pont et sur les communes voisines (St Joseph de Rivière, St Christophe sur Guiers, Entre Deux Guiers, Miribel les Echelles)

Carte 7 : Les sièges d'exploitation et le rayonnement des exploitations agricoles impactées (sauf le GAEC Balcon de Chartreuse, ne déclarant pas à la PAC et dont les îlots hors secteur n'ont pas pu être cartographiés)



### 3.2 L'utilisation agricole du secteur d'étude

Les 6 exploitations étant en polyculture élevage bovin lait ou viande (et porcin pour le GAEC Balcons de Chartreuse), les parcelles du secteur d'étude sont majoritairement conduites en prairies naturelles. Le secteur étant complètement plat et de bon potentiel agricole, les parcelles sont toutes fauchables et les exploitants y réalisent 2 à 3 coupes de foin par an selon les

conditions climatiques ou réalisent un pâturage de bovins après une 1<sup>ère</sup> coupe de foin.

Seul le GAEC de la Creuse cultive sur la zone des céréales à paille ou du maïs ensilage sur les deux parcelles exploitées pour l'alimentation du troupeau bovin.

Aucun bâtiment ou équipement agricole (clôture, irrigation) n'est à signaler sur le secteur d'étude. De plus, les exploitants n'ont pas réalisé de travaux d'amélioration (drainage, création d'accès) sur les parcelles étudiées.

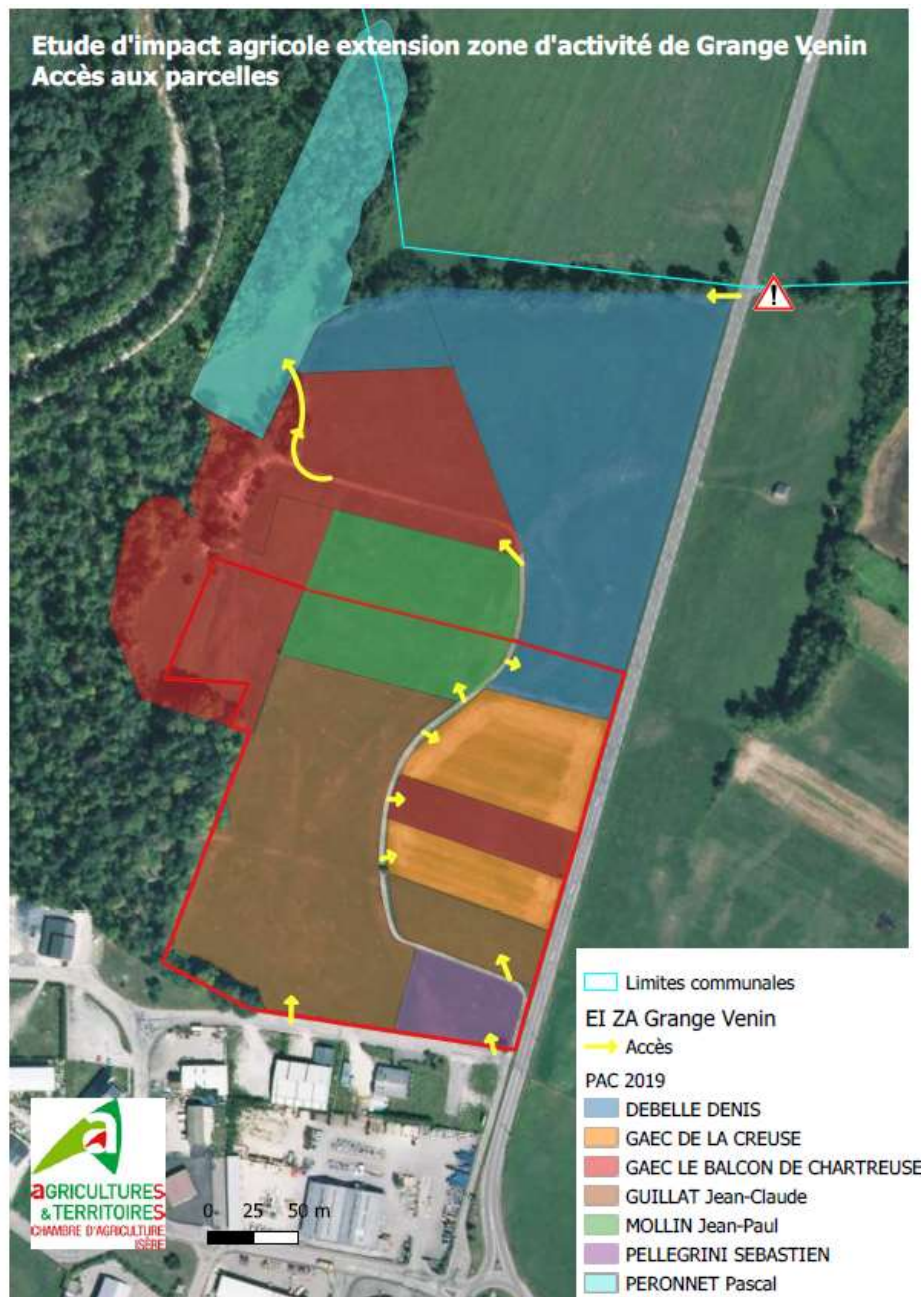


Carte 8 : l'utilisation agricole du secteur d'étude

### 3.3 Impacts indirects

#### 3.3.1 Accès aux parcelles

L'accès à l'ensemble des parcelles du secteur d'emprise, et aux parcelles situées au nord de la zone, se fait via un chemin central bien visible sur la carte ci-contre et qui peut être rejoint depuis le rond-point de la zone d'activité. Aucun accès n'est possible aux parcelles depuis la RD520 en raison de la présence d'un fossé tout le long de la route, hormis un passage situé le long de la haie et en limite communale qui permet d'accéder à la parcelle de Mr Denis DEBELLE. En revanche cet accès a été signalé par l'exploitant comme relativement dangereux en raison du fort trafic routier sur la RD, ce qui rend la route difficile à traverser.



rejoint depuis le rond-point de la zone d'activité. Aucun accès n'est possible aux parcelles depuis la RD520 en raison de la présence d'un fossé tout le long de la route, hormis un passage situé le long de la haie et en limite communale qui permet d'accéder à la parcelle de Mr Denis DEBELLE. En revanche cet accès a été signalé par l'exploitant comme relativement dangereux en raison du fort trafic routier sur la RD, ce qui rend la route difficile à traverser.

L'aménagement du secteur aura donc des conséquences sur les accès aux parcelles situées au nord de la zone et exploitées par 3 exploitants (MOLLIN Jean-Paul, le GAEC Balcon de Chartreuse et PERONNET Pascal), la parcelle exploitée par Mr Denis DEBELLE étant toujours accessible depuis la RD.

Carte 9 : les accès aux parcelles du secteur



### 3.3.2 Risque d'îlot délaissé

Le protocole d'indemnisation prévoit l'indemnisation des parcelles dont la surface après emprise serait ramenée en deçà de 5000 m<sup>2</sup> (si la surface initiale était supérieure à ce seuil) et les

parcelles rendues inaccessibles par l'implantation du projet d'aménagement. La parcelle exploitée par le GAEC Balcon de Chartreuse en rouge dans la carte ci-contre comprend une zone (en hachuré blanc) qui deviendra a priori enclavée avec l'aménagement de la zone d'activité.

En l'absence du réaménagement d'un accès vers cette zone, cette surface estimée à 2200 m<sup>2</sup> fera l'objet d'un calcul d'une indemnité compensatoire complémentaire en partie 4 du présent rapport.



*Carte 10 : Risque de délaissé (en hachuré blanc) en raison de l'enclavement de la parcelle après aménagement de la zone d'activité*



### 3.4 Suggestions d'améliorations

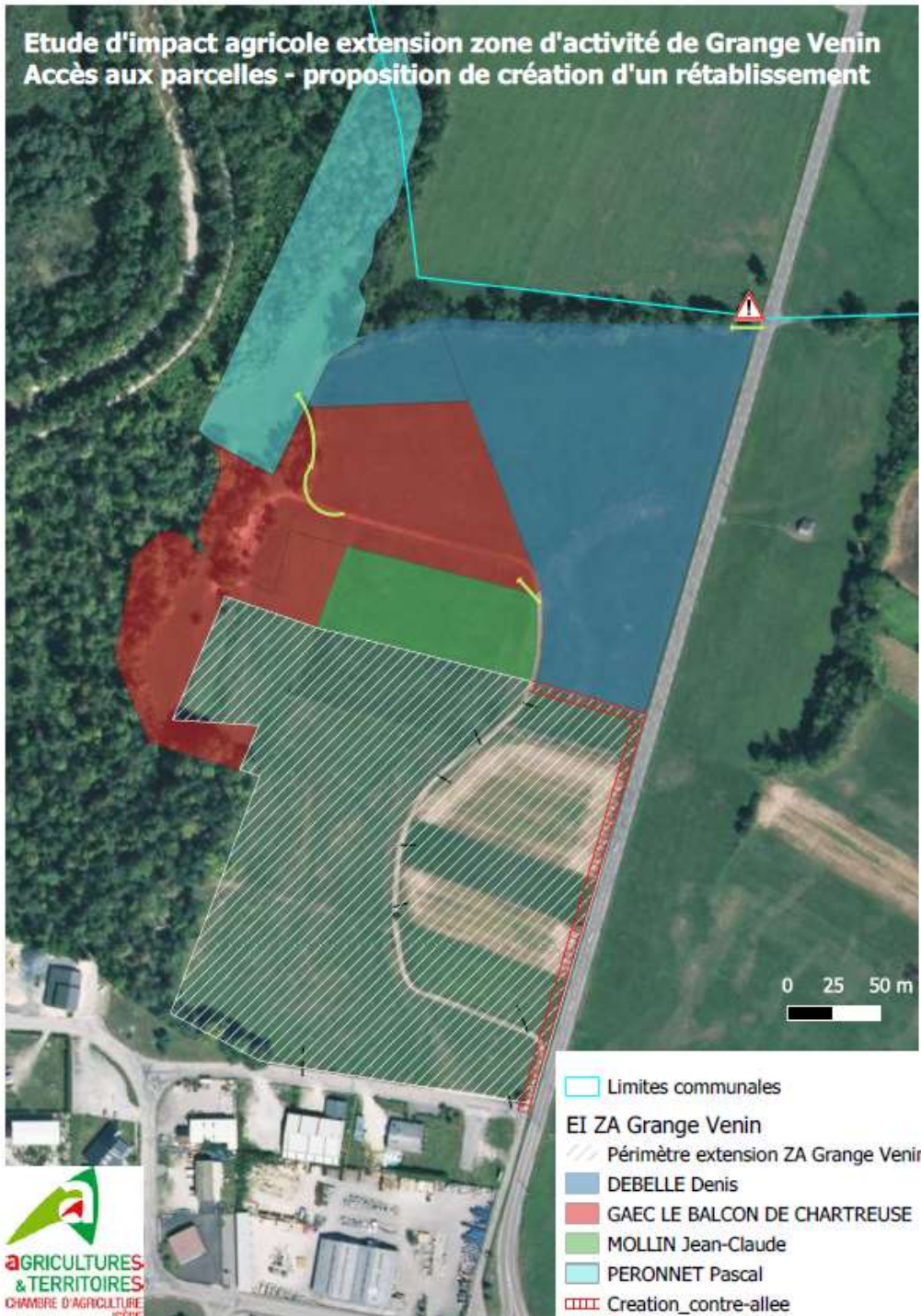
Afin de conserver l'accès aux parcelles situées au nord du secteur d'emprise, les exploitants rencontrés préconisent la création d'une contre-allée d'environ 4 mètres de large pour permettre le passage des engins agricoles. Ce chemin empierré démarrerait à l'emplacement du chemin initial et poursuivrait son tracé en bordure de la RD, puis

récupérerait le tracé de l'ancien chemin au nord de la zone d'aménagement.

L'emprise de ce chemin créé serait de préférence intégralement située à l'intérieur du secteur d'aménagement pour ne pas créer d'emprise supplémentaire sur les terrains agricoles.

La recherche d'une solution pour éviter la création du délaissé décrit dans la partie 3.2.2 doit être privilégiée.

Enfin, des indemnités d'éviction compensatrices ont été calculées dans la partie suivante mais les exploitants préféreront des solutions de compensation foncière si celles-ci peuvent être mises en œuvre.



Carte 11 : Suggestion de création d'une contre-allée pour maintien d'une desserte aux parcelles situées au nord du secteur d'emprise

## 4 Indemnités d'éviction

### 4.1 Le protocole d'indemnisation en vigueur

L'estimation des indemnités est basée sur le protocole régional actualisé en 2016 par Réseau Ferré de France et les Chambres d'Agriculture de l'Ain, de l'Isère, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie à l'occasion de la préparation des grands projets ferroviaires : Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise et nouvelle ligne Lyon-Turin. Ce protocole, validé par les services fiscaux, prévoit notamment :

- une indemnité d'éviction égale à 6 années (temps jugé nécessaire pour reconstituer sa surface agricole) de « marge brute » : la marge brute est établie à 622 €/ha/an en polyculture-élevage d'après les comptes de l'agriculture des services fiscaux de 2016. En agriculture biologique, la durée du préjudice est majorée de 3 ans pour retrouver des sols aptes à obtenir une certification en Agriculture Biologique (durée de la conversion).
- des indemnités complémentaires ou accessoires :
  - pour remise en cause d'une aide contractuelle sur une durée de 9 ans (durée normale d'un bail agricole). Cela concerne essentiellement les Droits à Paiement Uniques (DPU) versés aux agriculteurs dans le cadre de la Politique Agricole Commune en fonction de la surface cultivée, et qui sont définitivement perdus s'ils ne sont pas activés deux années de suite. La valeur moyenne des DPU étant prise en compte dans l'indemnité d'éviction versée pour une période de 6 ans, l'indemnité représente le paiement de 3 années supplémentaires des DPU non activés, en se basant sur la valeur moyenne des DPU. Cette valeur fluctue selon la taille de l'exploitation : elle est fixée à 270 € / ha /an pour une SAU < 52 ha, et à 172 € / ha / an pour une SAU > 52 ha.
  - de fumure et d'arrière fumure, pour prendre en compte le coût des engrais et amendements apportés et perdus car restant dans le sol : 762 € / ha
  - pour déséquilibre d'exploitation : l'indemnité d'éviction est majorée selon le taux d'emprise en fonction de la surface pondérée (voir paragraphe suivant). Pour la détermination du pourcentage d'emprise, il est tenu compte des emprises successives pendant une période de dix années ayant précédé l'opération concernée, en application de l'article L 13-11.3° du code de l'expropriation (voir tableau en annexe).

La surface pondérée est calculée en appliquant à la surface réelle le coefficient du Schéma Départemental des Structures propre à chaque production (pour les prairies et les grandes cultures, ce coefficient est égal à 1, que la parcelle soit irriguée ou non).

En cas de déséquilibre grave, supérieur à 35 %, l'indemnisation doit être calculée au cas par cas, pour prendre en charge les coûts de réinstallation sur une nouvelle exploitation agricole ou de reconversion professionnelle (article R 352-2 du code rural).

Le taux de déséquilibre est calculé dans l'hypothèse de perte de terrain d'ici 2022 (prise en compte des emprises précédentes depuis 2012).

- pour éviction sur terrains de proximité de l'exploitation : pour tenir compte des préjudices particuliers causés à l'exploitation par la réduction des surfaces proches des bâtiments d'exploitation, l'exploitant agricole bénéficiera d'une majoration de l'indemnité d'éviction. Sont considérés comme « îlots de proximité », les îlots dont les accès sont situés à moins de 800 mètres des bâtiments d'exploitation (via leur desserte habituelle).
- Pour création suite à l'aménagement de délaissés de taille (îlot ramené à une taille inférieure à 5000m<sup>2</sup>) ou inaccessibles (aucun accès n'est rétabli par l'aménageur)
- Pour génération de configurations gênantes des terrains suite à l'aménagement : création d'angles, rétrécissements des parcelles, coupure d'une unité d'exploitation (coupure d'un îlot en 2 parties ou isolement du siège d'exploitation du reste de la parcelle)
- pour autres préjudices directs, matériels et certains : les préjudices directs, matériels et certains, non indemnisés par ailleurs, feront l'objet d'une indemnisation spécifique dans le cadre d'une étude particulière au frais du maître d'ouvrage. A titre d'exemple, ces préjudices peuvent être la suppression d'une production, la modification des équipements de l'exploitation, les licenciements de personnel lié à l'exploitation, la suppression d'accès à des parcelles ou rétablissement d'accès plus difficiles, les emprises sur parcelles irriguées... (Code de l'Expropriation article L.13-13)

Enfin, en cas de prise de possession anticipée (Code de l'Expropriation article L.411.32), le maître d'ouvrage s'engage à verser une indemnité complémentaire de contrainte et de libération rapide fixée forfaitairement à 0,15€/m<sup>2</sup>. Cette indemnité pourrait être complétée d'une indemnité de perte de récolte dans le cas où elle interviendrait avant la levée de la récolte.

L'estimation des indemnités est calculée sur la base des informations données par les agriculteurs.



## 4.2 Montant des indemnités d'éviction individuelles

MAJORATION INDEMNITE EVICTION	RAISON SOCIALE	EMPRISE (m²)	EMPRISE (HA)	Surface Agricole Utile (ha)	INDEMNITE D'EVICTION DE BASE	MAJORATION AGRICULTURE BIOLOGIQUE		MAJORATION DESEQUILIBRE D'EXPLOITATION			
						Agriculture Biologique = 3 années sup	INDEMNITE MAJOREE POUR AB	TAUX DE DESEQUILIBRE (%) EMPRISE / SAU	SAU PAR RAPPORT A UR par actif (59 ha - schéma régional des structures 2018)	% TAUX DE MAJORATION A APPLIQUER	INDEMNITE MAJOREE POUR DESEQUILIBRE
MAJORATION INDEMNITE EVICTION	DEBELLE DENIS	1881	0,19	90,00	701,99 €		701,99 €	0 à 5%	> 1,5 UR	1,00	701,99 €
	GAEC DE LA CREUSE	8569	0,86	150,00	3 197,95 €		3 197,95 €	0 à 5%	1 à 1,5 UR	1,15	3 677,64 €
	GAEC LE BALCON DE CHARTREUSE	6473	0,65	80,00	2 415,72 €		2 415,72 €	0 à 5%	Moins de 1 UR	1,30	3 140,44 €
	GUILLAT JEAN-CLAUDE	21507	2,15	7,00	8 026,41 €		8 026,41 €	20 à 35 %	Moins de 1 UR	1,45	11 638,30 €
	MOLLIN JEAN-PAUL	4555	0,46	45,00	1 699,93 €		1 699,93 €	0 à 5%	Moins de 1 UR	1,30	2 209,90 €
	PELLEGRINI SEBASTIEN	2649	0,26	110,00	988,61 €		988,61 €	0 à 5%	> 1,5 UR	1,00	988,61 €
INDEMNITES COMPLEMENTAIRES	RAISON SOCIALE	INDEMNITE COMPLEMENTAIRE FUMURE ET ARRIERE FUMURE	INDEMNISATION PERTE D'AIDES PAC				INDEMNISATION TERRAINS DE PROXIMITE				
			MOYENNE MONTANT AIDE DECOUPLEE / HA	JA	INDEMNITE COMPLEMENTAIRE JA	INDEMNITE COMPLEMENTAIRE PERTE D'AIDES	SURFACE EMPRISE SUR TERRAINS DE PROXIMITE (ha)	EMPRISE // DISTANCE BATIMENT (m)	% TAUX DE MAJORATION A APPLIQUER	INDEMNITE COMPLEMENTAIRE TERRAINS DE PROXIMITE	
	DEBELLE DENIS	126,22 €	172,00 €	non		97,06 €		Non concerné	0	0,00 €	
	GAEC DE LA CREUSE	574,98 €	172,00 €	non		442,16 €		Non concerné	0	0,00 €	
	GAEC LE BALCON DE CHARTREUSE	434,34 €		non		0,00 €		Non concerné	0	0,00 €	
	GUILLAT JEAN-CLAUDE	1 443,12 €		non		0,00 €	2,15	> 800m pouvant être observé directement	0,2	1 604,76 €	
	MOLLIN JEAN-PAUL	305,64 €	172,00 €	non		235,04 €	0,46	> 800m pouvant être observé	0,2	339,99 €	

								directement		
	PELLEGRINI SEBASTIEN	177,75 €	172,00 €	non		136,69 €		Non concerné	0	0,00 €

INDEMNITES COMPLEME NTAIRES	RAISON SOCIALE	INDEMNISATION CONFIGURATION GENANTE	INDEMNISATION EFFET DE COUPURE ILOT 1		INDEMNISATION DELAISSES < 5000 m²				
			Surface à indemniser en m²	Montant indemnité coupure	SURFACE ILOT INITIALE (m²)	SURFACE DELAISSE (m²)	% DELAISSE / ILOT	TAUX D'INDEMN ISATION DU DELAISSE	INDEMNIT E COMPLEME NTAIRE DELAISSES < 5000m²
	DEBELLE DENIS								0,00 €
	GAEC DE LA CREUSE								0,00 €
	GAEC LE BALCON DE CHARTREUSE				5952	2200	37%	1	821,04 €
	GUILLAT JEAN- CLAUDE								0,00 €
	MOLLIN JEAN-PAUL PELLEGRINI SEBASTIEN								0,00 €

RAISON SOCIALE	TOTAL INDEMNITE AVEC RETABLISSEME NT ACCES
DEBELLE DENIS	925,26 €
GAEC DE LA CREUSE	4 694,78 €
GAEC LE BALCON DE CHARTREUSE	4 395,82 €
GUILLAT JEAN- CLAUDE	14 686,18 €
MOLLIN JEAN- PAUL	3 090,57 €
PELLEGRINI SEBASTIEN	1 303,04 €
<b>TOTAL</b>	<b>19 079,79 €</b>

**Le montant de l'indemnité totale à verser aux exploitants s'élève à 19 079,79€.**

## Conclusion

Le projet d'extension de la zone d'activité de Grange Venin a un impact estimé à 4,56 ha sur du foncier agricole exploité par 6 exploitations d'élevage locales. Bien qu'impactant pour les exploitations concernées et l'agriculture locale de manière générale, en rajoutant une pression foncière supplémentaire, le projet d'aménagement ne met pas en péril les exploitations mais supprime des terres mécanisables et à bon potentiel agricole. Il n'y aura pas d'impact supplémentaire si un accès aux parcelles situées au nord de la zone est prévu en parallèle du projet d'aménagement avec notamment la création d'une contre-allée le long de la RD520, et le désenclavement d'une parcelle située en bordure de lisière de forêt.

La période de travaux privilégiée se situe en général à l'automne/hiver, après une saison culturale et la récolte des derniers foins et céréales, mais elle reste à valider avec les exploitants pour limiter l'impact sur des cultures en cours.

Il convient néanmoins de rester vigilant sur l'impact cumulé des projets d'aménagements locaux et des projets d'urbanisation sur les exploitations, car le cumul de ces projets peut conduire, en plus de la perte progressive de foncier, à une augmentation de la spéculation foncière et des locations précaires des terrains agricoles, qui ne sont pas sans impact sur le maintien et le développement de l'agriculture locale.

